

**Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation
et l'Environnement**

Centre Occitanie - Montpellier

2 place Pierre Viala - 34060 Montpellier Cedex 2
SIRET de l'établissement : 180 070 039 01027 APE 7219Z
TVA intracommunautaire : FR57180070039

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Prestations de fourniture de données images à Très Haute Résolution Spatiale (THRS)

Marché public de services passé en procédure formalisée avec négociation en application des articles L 2124-1, L 2124-3, R 2124-1, R 2124-3 et R 2161-12 à R 2161-20 du Code de la commande publique (CCP)

PHASE CANDIDATURE

Date et heure limites de réception des candidatures :

16 mai 2025 à 12h00

Référence PLACE : INRAE-C24-2025-005

Les candidats ne sont pas invités à déposer d'offre avant que leur candidature soit acceptée par le Pouvoir Adjudicateur. Après analyse, si leur candidature est retenue, une invitation à soumissionner leur sera envoyée.

Si une offre venait à être déposée simultanément à une candidature, celle-ci ne sera pas analysée et sera détruite.

Code nacre : TB.03 Acquisition de données

Code CPV : 72319000-4 Services de fourniture de données

Administration contractante :	3
ARTICLE 1 – OBJET DE LA PROCEDURE	3
ARTICLE 2 – NATURE DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 3 – FORME DU MARCHÉ	4
ARTICLE 4 – DÉCOMPOSITION EN LOTS	5
ARTICLE 5 – VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	5
ARTICLE 6 – DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 7 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	6
ARTICLE 8 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION (DCE) PHASE CANDIDATURE	6
ARTICLE 9 – MODIFICATION DE DÉTAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION	7
ARTICLE 10 – PRESENTATION ET CONTENU DES CANDIDATURES	7
10.1 – Groupement	7
10.2 Sous-traitance	8
10.3 – Modalités de présentation des candidatures	8
Présentation des candidatures :	8
ARTICLE 11 – MODALITÉS DE REMISES DES CANDIDATURES	9
ARTICLE 12 – APPRÉCIATION DES CAPACITÉS ET JUGEMENT DES CANDIDATURES	11
12.1 – Critère d’appréciation des candidatures	11
12.2 – Echanges durant l’analyse des candidatures	13
12.3 – Information des résultats de l’analyse des candidatures	13
ARTICLE 13 – CRITÈRES D’ATTRIBUTION DES OFFRES	13
13.1 – Jugement des offres	13
13.2 – Critères de sélection des offres	13
ARTICLE 14 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	16
ARTICLE 15 – PROCÉDURE DE RECOURS	16
15.1 – Droit applicable et juridiction compétente	16
15.2 – Voies et délais de recours	16

Administration contractante :

Institut National de la Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement (INRAE)

INRAE Centre Occitanie - Montpellier

Etablissement public à caractère scientifique et technologique (EPST)

2 place Pierre Viala, 34060 Montpellier Cedex 2

Tél : 04.99.61.22.00 – courriel : sam-montpellier@inrae.fr

ARTICLE 1 – OBJET DE LA PROCEDURE

La présente consultation a pour objet la réalisation de prestations de fourniture de données images à Très Haute Résolution Spatiale (THRS) dans le cadre de DINAMIS pour le compte de INRAE, qui agit alors en tant que partenaire du Consortium¹. Ce partenariat est porté, au sein de INRAE, par l'UMR TETIS du Centre de recherche INRAE Occitanie-Montpellier.

Lieux d'exécution des prestations :

- Locaux et installation du Titulaire ;
- Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement, Site de la Maison de la Télédétection (MTD), 361 rue Jean-François Breton, BP 095, 34000 Montpellier.

ARTICLE 2 – NATURE DE LA CONSULTATION

La présente consultation est organisée selon une **procédure avec négociation** en application des dispositions des articles L 2124-1, L 2124-3, R 2124-1, R 2124-3 et R 2161-12 à R 2161-20 du CCP.

En effet, le marché ne peut être attribué sans négociation préalable du fait :

- de circonstances particulières liées à sa nature et à sa complexité ;
- de la nécessité d'adapter des solutions immédiatement disponibles.

En l'espèce, la négociation est une phase primordiale de la procédure en raison notamment :

- De la comptabilité unique à mettre en place sous forme de crédit image (v. art. 7 CCTP) ;
- De la mise en place de licences d'utilisation, pour chaque type de données THRS fournis, répondant aux fondamentaux de DINAMIS (v. art. 8 du CCTP) ;
- De la Grille d'Achats réservés exclusivement aux commandes des Utilisateurs Autorisés (v. art. 9 du CCTP).

Toutefois, en application de l'article R 2161-17 du CCP, INRAE, en tant que Pouvoir Adjudicateur, pourra attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

La consultation se déroulera selon les étapes prévisionnelles définies ci-dessous :

¹ Consortium : désigne les partenaires soutenant financièrement le Dispositif DINAMIS et ayant signé la Convention de Coopération Public-Public. Ces partenaires sont actuellement le CNES, l'IGN, le CNRS, l'INRAE, l'IRD et le CIRAD.

ETAPE	DATES PRÉVISIONNELLES
Publication d'un appel à candidatures au BOAMP et au JOUE	10/04/25
Réception des candidatures	16/05/25 12h00
Analyse et sélection des candidatures	19/05/25 au 03/06/25
Invitations des candidats retenus à retirer le dossier de consultation intégral sur PLACE	04/06/25
Remise des offres initiales par les candidats retenus	31/07/25
Analyse des offres	04/08/25
Négociations	08/09/25
Fin des négociations et invitation à remettre une offre finale	17/09/25
Remise des offres finales	26/09/25
Analyse des offres finales	29/09/25 au 10/10/25
Information des candidats non retenus	14/10/25
Délai de <i>Stand still</i>	11 jours
Notification du marché au titulaire	27/10/25

Les candidats ne sont pas invités à déposer d'offres avant que leur candidature soit acceptée par le pouvoir adjudicateur. Après analyse, si leur candidature est retenue, une invitation à soumissionner leur sera envoyée.

Si une offre venait à être déposée simultanément à une candidature, celle-ci ne sera pas analysée et sera détruite.

ARTICLE 3 – FORME DU MARCHÉ

Le marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande à prix unitaire en application des articles L 2125-1 1°, R 2162-1 à R 2162-6, R 2162-13 et R 2162-14 du CCP. Le prix unitaire est fixé dans la grille de conversion de crédit image établi dans le Bordereau de Prix Unitaires (BPU), conformément à l'article 7 du CCTP.

Le présent accord-cadre prévoit également une grille tarifaire dont les prix sont réservés aux seuls Utilisateurs Autorisés DINAMIS (v. art. 9 du CCTP).

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande émis au fur et à mesure de l'émergence des besoins. Les bons de commande sont élaborés suivant les prix établis conformément à l'article 3 du CCAP. L'émission des bons de commande peut intervenir uniquement pendant la durée de validité de l'accord-cadre en application de l'article R 2162-5 du CCP.

Conformément à l'article R 2162-4 du CCP, l'accord-cadre est conclu :

- Avec un **minimum d'un montant de 100 000 € HT** correspondant à l'acquisition du socle de 100 crédits image ;
- et avec **un maximum sur 4 ans, en valeur, d'un montant de 4 900 000 € HT**

Les bons de commande peuvent être adressés dès la notification du présent accord-cadre et jusqu'à son échéance. Ils pourront continuer à produire leurs effets après l'expiration de l'accord-cadre pour une durée qui ne pourra dépasser six (6) mois.

Les bons de commande sont émis sans négociation ni remise en concurrence préalable.

Chaque bon de commande comporte les renseignements suivants :

- La référence de l'accord-cadre correspondant (numéro du « marché ») ;
- La référence du numéro du bon de commande ;
- L'émetteur du bon de commande ;
- Le destinataire des prestations ;

- La description des prestations par référence au prix forfaitaire ou au BPU ;
- Le montant HT par référence au prix forfaitaire ou au BPU ;
- Le montant TTC par référence au prix forfaitaire ou au BPU ;
- Le montant de la TVA par référence au prix forfaitaire ou au BPU.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai maximum de **cinq (5) jours** ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le Titulaire se conforme aux informations stipulées sur le bon de commande.

Le présent marché porte sur des prestations de services et est régi par le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur lors de la remise des offres.

Marché similaire : L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles de ce marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable en application des dispositions de l'article R 2122-7 du CCP.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 4 – DÉCOMPOSITION EN LOTS

Conformément à l'article L 2113-11 du CCP, le présent marché n'est pas alloti pour ne pas risquer de rendre encore plus techniquement difficile et, *a fortiori*, financièrement plus coûteuse, l'exécution des prestations. L'un des principaux risques identifiés est, en démultipliant les intervenants sur un même projet, l'augmentation du risque de partage de responsabilité ou de déni de responsabilité entre les différents titulaires en cas d'anomalie ou de mauvaise exécution des prestations.

ARTICLE 5 – VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)

Aucune prestation supplémentaire éventuelle (PSE) et aucune variante ne sont prévues ni autorisées.

ARTICLE 6 – DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification. Il est conclu pour une période initiale d'un an (12 mois). Sa durée maximale est de 4 ans.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG PI, La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification. Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de trois (3) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

L'accord-cadre peut être **reconduit sur décision expresse de INRAE** qui doit être prise **au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de la période en cours**. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an (12 mois).

Le Titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La non-reconduction de l'accord-cadre n'ouvre, en aucun cas, au profit du Titulaire un droit à une compensation financière. Le Titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues jusqu'à la prise d'effet de la décision de non-reconduction.

ARTICLE 7 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des propositions est de **5 mois** à compter de la date limite fixée dans le règlement de consultation « phase offre », pour la réception des offres.

En répondant à la consultation, le soumissionnaire s'engage à maintenir son offre pendant ce délai.

Si l'attribution du marché n'est pas effectuée dans ce délai, INRAE pourra demander au candidat la prolongation de la validité de son offre. L'absence de réponse de la part d'un soumissionnaire dans le délai imparti vaut acceptation.

ARTICLE 8 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION (DCE) PHASE CANDIDATURE

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est remis gratuitement à chaque candidat. Il est téléchargeable à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le DCE de la phase candidature contient les documents suivants :

- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- L'annexe 1 du CCTP : DR01 Licence SPOT 6-7 DINAMIS-GEOSUD v.2 ;
- L'annexe 2 du CCTP : DR01 Licence SPOT 6-7 DINAMIS-GEOSUD en. ;
- Les annexes financières à l'acte d'engagement à savoir :
 - Le Bordereau de prix unitaires (BPU) avec la Grille de conversion ;
 - La Grille d'achat destinée aux Utilisateurs Autorisés ;
- Les formulaires DC1 et DC2.

Il est recommandé au soumissionnaire de s'inscrire et de s'identifier préalablement sur la plateforme avant de télécharger le DCE (nom de l'organisme, nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse permettant de façon certaine une correspondance électronique) afin de pouvoir être informé des compléments qui lui seraient apportés. Dans le cas contraire, il ne pourra être alerté et obtenir les éléments additifs éventuels pour déposer une candidature recevable.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents électroniques mis à disposition, le candidat doit disposer des logiciels permettant de lire les formats .zip, .pdf, .doc(x), .xls(x), .ppt, .rtf.

Il appartient au candidat de vérifier la complétude du dossier et d'en demander les pièces manquantes au plus tard **quinze (15) jours calendaires** avant la date limite de réception des candidatures.

En aucun cas, INRAE ne saurait être tenue pour responsable du manque d'information des candidats qui n'auraient pas pris la peine de s'inscrire, ni de télécharger les mises à jour des documents modifiés.

ARTICLE 9 – MODIFICATION DE DÉTAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION

Aucune modification ne peut être apportée au DCE par les candidats. Toute observation ou question éventuelle sur les clauses de ce DCE devra impérativement être adressée à INRAE selon les modalités décrites ci-après à l'article 14.

INRAE se réserve le droit d'apporter, au plus tard **six (6) jours** avant la date limite pour la remise des candidatures, des modifications de détails au DCE. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Le délai de 6 jours est décompté à partir de la date d'envoi des modifications par la personne publique. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 10 – PRESENTATION ET CONTENU DES CANDIDATURES

10.1 – Groupement

Le candidat peut se présenter seul ou sous la forme d'un groupement conformément à l'article R 2142-19 du CPP.

En application de l'article R 2142-20 du CCP, le groupement peut être :

- Soit conjoint, lorsque chaque membre du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations susceptibles de lui être confiées dans le marché ;
- Soit solidaire, lorsque chaque membre du groupement est engagé pour la totalité du marché.

Dans les deux formes du groupement, l'un des membres, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement et en coordonne les prestations. Le groupement décide dans l'acte d'engagement si le paiement doit être assuré au mandataire uniquement ou s'il est réparti entre les membres du groupement. Pour ce dernier cas, l'acte d'engagement doit en préciser clairement la répartition entre les membres du groupement.

Le mandataire du groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution du présent marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

L'entreprise mandataire pour un groupement ne peut être mandataire de plus d'un groupement pour cette procédure.

Dans le marché, la terminologie « Le titulaire » désigne le groupement en cas de réponse groupée.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que la forme groupée (cotraitance) n'est juridiquement pas de la sous-traitance. Aucun acte de sous-traitance n'a à être rempli en cas de groupement, sauf si l'un ou plusieurs membres du groupement désirent sous-traiter une partie de leur prestation.

Les candidats sont informés qu'il leur est interdit de présenter pour le présent marché plusieurs candidatures en agissant :

- à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

10.2 Sous-traitance

Le candidat a la possibilité de sous-traiter une partie des prestations du présent marché sous réserve d'avoir obtenu du représentant de l'administration contractante l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant selon les conditions prévues par les articles L 2193-1 à L 2193-14 et R 2193-1 à R 2193-22 du CCP.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire remet au représentant de l'administration contractante un acte spécial de sous-traitance (imprimé DC4) comportant les éléments suivants :

- nature et montant des prestations sous-traitées ;
- nom, raison sociale et adresse du sous-traitant ;
- conditions et modalités de paiement ;
- références du compte à créditer ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

En cas de sous-traitance, le titulaire assure seul et personnellement vis-à-vis de l'administration contractante la responsabilité du marché qui lui est confié.

Formulaire DC4 et notice explicative disponibles sur le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

10.3 – Modalités de présentation des candidatures

Les candidatures sont entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme par un traducteur assermenté pour les documents rédigés dans une autre langue. Elles seront exprimées en euros.

Excepté en cas de remise d'une candidature par DUME (Document unique de marché européen), les soumissionnaires fournissent l'intégralité des pièces et renseignements exigés ci-après. Toute candidature incomplète ou ne respectant pas les exigences formulées dans les documents de la consultation pourra être éliminée.

A l'appui de sa candidature, le candidat transmet les éléments permettant d'apprécier sa capacité juridique ainsi que ses capacités professionnelles, techniques et financières.

Les entreprises ayant moins de trois ans d'existence prouveront, par tous moyens, qu'elles possèdent les capacités professionnelles, techniques et financières requises.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'établissement bénéficiaire peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Cette faculté concerne uniquement des documents génériques et en aucune façon des documents qui, par leur nature même, sont spécifiques à la consultation en cours.

Présentation des candidatures :

- Une lettre de candidature (formulaire DC1, un seul DC1 en cas de groupement) précisant notamment si le candidat se présente seul ou en groupement : identification du candidat ou des membres du groupement et désignation du mandataire ;
- Une déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement : formulaire DC2 ;
- Les pouvoirs de la personne habilitée à engager l'opérateur économique ;
- La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire

Capacités techniques et professionnelles :

- Une note du candidat présentant sa compréhension du besoin, ainsi que la présentation de leurs compétences et de leurs atouts pour mener à bien ce projet : capacité à fédérer les fournisseurs de plusieurs types d'images THRS, capacité à prendre en compte les besoins relatifs aux licences, etc.
- Une présentation des principales prestations similaires (à celles objet du présent marché) significatives effectuées, sur les 3 dernières années, par le candidat et ses éventuels cotraitants, sous-traitants ;
- Les effectifs moyens annuels du candidat concernant les missions, objet du marché, et l'importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années ;
- Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont dispose le candidat pour l'exécution du marché.

Capacités économiques et financières : le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant au maximum sur les 3 derniers exercices. Remplir le formulaires DC2.

Pour produire les éléments demandés, le soumissionnaire peut télécharger les formulaires DC1, DC2 sur le site du Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Important :

Ces pièces sont également à fournir pour :

- Chaque cotraitant membre du groupement, à l'exception du DC1 à communiquer uniquement par le mandataire du groupement ;
- Chaque sous-traitant. Ce dernier devra produire en appui du formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) uniquement le DC2.

De même, pour justifier de leurs capacités, les soumissionnaires peuvent faire appel aux capacités d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature du lien juridique les associant.

Pour le cas où le lien juridique les associant ne relève ni de la cotraitance ni de la sous-traitance et en application de l'article R 2143-12 du CCP, les soumissionnaires doivent apporter, outre l'ensemble des pièces obligatoires de candidature énumérées dans le présent article, une preuve, par tout moyen approprié, qu'ils disposeront effectivement des capacités présentées à l'appui de leur candidature pour la réalisation du marché.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il est constaté que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, INRAE peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié en application de l'article R 2144-2 du CCP.

ARTICLE 11 – MODALITÉS DE REMISES DES CANDIDATURES

En application des articles R 2132-7 et R 2132-13 du CCP, la transmission des candidatures se fait obligatoirement par voie électronique sur le profil acheteur INRAE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) dans les conditions exposées ci-dessous. Les soumissionnaires ont toutefois la possibilité d'ajouter une copie de sauvegarde papier par voie traditionnelle (pli papier).

Les soumissionnaires disposent d'une aide technique à l'utilisation de la plateforme à l'adresse de la plateforme : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

En cas de difficultés techniques rencontrées lors du dépôt d'un pli, INRAE recommande l'ouverture d'un ticket au support de la plateforme attestant des problèmes techniques rencontrés. Seule cette démarche permet d'attester d'un dysfonctionnement rencontré par le candidat.

Horodatage :

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. La date et l'heure prises en compte pour la remise des candidatures sont celles données sur la plateforme pour INRAE à réception des documents envoyés par les soumissionnaires.

Cette heure est consultable à l'adresse URL évoquée ci-dessus (heure de Paris).

Le procédé utilisé par INRAE répond aux normes internationales pour l'horodatage (RFC3029).

Sous peine de rejet, les soumissionnaires devront impérativement adresser leur candidature dans les formats ci-après précisés :

Formats des fichiers : xls(x), doc(x), rtf, ppt(x), pdf ou équivalent.

Le soumissionnaire est invité à :

- Ne pas utiliser d'extension .exe ou similaire ;
- Ne pas envoyer de fichier contenant des macros ;
- Vérifier que le pli comprend bien les documents demandés au format évoqué.

La **signature électronique n'est pas requise et pas autorisée.**

Les éventuels compléments de candidature ne peuvent être pris en compte comme tels. Au sens de l'article R 2343-2 du CCP, tout dépôt de plis dans les délais annule et remplace le dépôt précédent.

Antivirus : Les candidats s'assureront avant l'envoi de leur candidature que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de la candidature devra être traité préalablement par le soumissionnaire avec un antivirus.

Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et le soumissionnaire en sera averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification.

En effet, conformément à la réglementation, la réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la candidature et INRAE recourra à la copie de sauvegarde si elle existe.

Copie de sauvegarde (support physique) - non obligatoire mais recommandée :

Les soumissionnaires peuvent transmettre à titre de copie de sauvegarde une réponse sur support papier ou sur support physique électronique (clé USB, etc.) dans le même délai que le pli électronique dématérialisé spécifié en page de garde du présent document.

Cette copie sera ouverte uniquement dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures transmises par voie électroniques sur le profil d'acheteur ;
- Lorsqu'une candidature dématérialisée est parvenue par voie électronique sur le profil d'acheteur de façon incomplète, hors délai et sans pouvoir être ouverte, sous réserve que la transmission ait commencée avant l'heure limite de remise des plis figurant sur la page de garde ;
- Lorsqu'un problème technique émanant de la plateforme de dématérialisation, objectivement sans lien avec le soumissionnaire, empêche ce dernier de remettre un pli électronique. Dans ce cas, le soumissionnaire devra prouver par tout moyen de preuve (ticket au support...) qu'il a tenté de remettre un pli et qu'il a été objectivement dans l'impossibilité de le déposer sur la plateforme. **Le problème doit résulter de la plateforme et non d'une mauvaise configuration du poste du soumissionnaire à partir duquel est remis le pli ou encore d'un empêchement dû aux filtres de sécurité du soumissionnaire ou de tout autre motif qui ne résulte pas entièrement de la plateforme.**

Les pièces constitutives de la candidature seront placées sous enveloppe cachetée ou tout autre emballage adapté et scellé.

En cas de copie de sauvegarde électronique elle-même vérolée, celle-ci sera écartée par l'acheteur. Cette copie de sauvegarde doit être envoyée à l'adresse indiquée ci-dessous.

L'enveloppe cachetée contiendra tous les documents énoncés à l'article 9 du présent règlement et portera les mentions suivantes :

PROCEDURE AVEC NEGOCIATION - PHASE CANDIDATURE
Prestations de fourniture de données images à Très Haute Résolution Spatiale (THRS)
COPIE DE SAUVEGARDE
« NE PAS OUVRIR »
NOM DE L'ENTREPRISE

Elle sera adressée par lettre recommandée avec avis de réception postale à :

INRAE - Centre Occitanie Montpellier
Service Achats Marchés
Bâtiment 1bis, Accueil ou Bureau 003 - 004 - 005
2 place Pierre Viala
34060 Montpellier Cedex 2

Ou remise à l'adresse indiquée ci-dessus contre récépissé avant la date limite fixée en page de garde du présent document.

En cas de remise du pli en mains propres, l'attention des candidats est appelée sur le fait que la remise des plis dans les locaux de INRAE s'effectue du **lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 15h30** (heures françaises), sauf jours fériés.

Les plis contenant les copies de sauvegarde qui n'auront pas nécessité d'ouverture seront détruits par INRAE à l'issue de la procédure de passation du marché.

Tout retard dans l'arrivée de la copie de sauvegarde dû à la défaillance d'un transporteur ne saurait engager la responsabilité de INRAE. Les candidats sont donc invités, s'ils entendent transmettre leur copie de sauvegarde par voie postale, de les confier au transporteur de leur choix dans les délais leur permettant de remettre le pli avant la date et l'heure limites.

ARTICLE 12 – APPRÉCIATION DES CAPACITÉS ET JUGEMENT DES CANDIDATURES

L'ouverture des plis n'est pas publique. Le candidat n'y est pas admis.

12.1 – Critère d'appréciation des candidatures

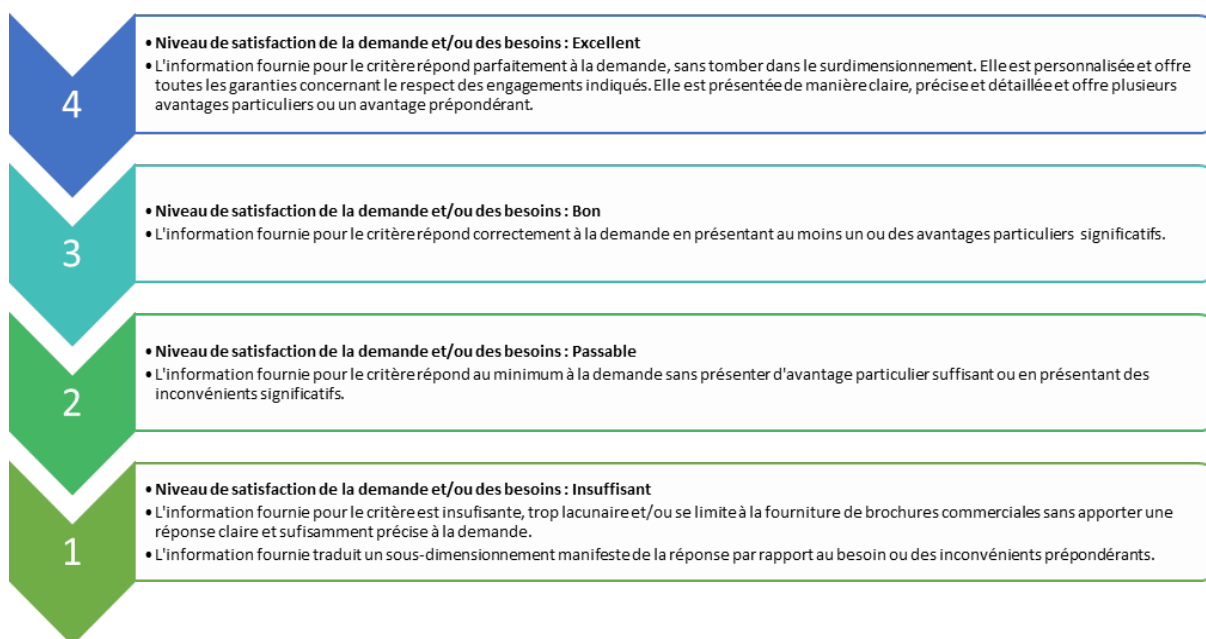
Conformément aux dispositions de l'article R 2144-3 du CPP, l'examen des candidatures portera sur les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat. Les pièces de candidature analysées sont précisées dans l'article 9.3.1 « Présentation des candidatures ».

Critère	Pondération
Capacités techniques et professionnelles : Adéquation des références professionnelles et de l'expérience acquise sur des marchés de même nature et dans des domaines d'activités similaires	80 %

<p align="center">Capacités économiques et financières :</p> <p>Chiffre d'affaires (CA) des trois dernières années, résultats de l'entreprise et évolution de son CA</p>	<p>20 %</p>
---	--------------------

Méthode d'analyse des candidatures :

Les critères sont jugés sur 4 points. La meilleure valeur obtient la note de 4 et les autres obtiennent une note proportionnelle. Les notes sont attribuées selon le barème suivant :



La note minimale de 2 est exigée sur chaque critère, et ce, avant application du coefficient de raccordement visé ci-dessous.

En dessous de cette note de 2, la candidature est éliminée au motif qu'elle ne présente pas de chance réelle et sérieuse :

- de répondre qualitativement au besoin exprimé ;
- d'être jugée « économiquement la plus avantageuse »

A la note de chaque critère est appliquée la pondération correspondante et de vérifier l'admissibilité de l'offre.

Afin de donner tout son poids au critère, la note de 4 sera finalement attribuée à la candidature ayant obtenu la meilleure note. Cette réévaluation de la meilleure candidature permettra de calculer un coefficient de raccordement (Cr) selon la formule suivante :

$$Cr = 4 / \text{Meilleure note attribuée sur le critère entre tous les candidats}$$

Toutes les notes du critère des candidatures concurrentes seront réévaluées dans les mêmes proportions par application du coefficient de raccordement ainsi obtenu.

La nouvelle note obtenue après application du Cr se voit ensuite appliquée la pondération liée au critère analysé et devient alors la note pondérée du critère.

Seules seront comparées les candidatures ayant reçues, avant application du coefficient de raccordement, la note minimale de 2/4 pour tous les critères de l'offre. Toute note inférieure est automatiquement éliminatoire.

Note totale (Nt) : Elle sera calculée par application de la formule suivante aux notes pondérées :

Nt = somme des notes de chaque critère, obtenues selon la méthodologie précédemment décrite.

Après analyse des éléments fournis dans le pli du candidat, sont éliminés :

- Les candidatures qui ne sont pas recevables ;
- Les candidats dont les capacités techniques, financières et professionnelles pour la réalisation des prestations du marché seront jugées insuffisantes.

12.2 – Echanges durant l'analyse des candidatures

Tous les échanges seront adressés, par voie électronique uniquement, à l'adresse e-mail renseignée par les candidats lors de leur identification sur PLACE.

Une attention particulière est demandée aux entreprises, seules responsables du paramétrage et de la surveillance de leur messagerie, notamment quant à la validité de l'adresse mail, la redirection automatique des e-mails, l'utilisation d'anti-spam, etc.

12.3 – Information des résultats de l'analyse des candidatures

Au terme de la phase d'analyse des candidatures, les candidats non retenus en sont informés par voie électronique.

Les candidats sélectionnés reçoivent une invitation à soumissionner et se voient remettre le dossier de consultation des entreprises (DCE) dans son intégralité. L'invitation à soumissionner précise notamment les modalités et délai de remise des offres.

ARTICLE 13 – CRITÈRES D'ATTRIBUTION DES OFFRES

13.1 – Jugement des offres

La recevabilité et le jugement des offres sont effectués dans les conditions prévues aux articles L 2152-1 à L 2152-4, R 2152-1 et R 2152-2 du CCP.

L'attention des candidats est appelée sur le fait que les offres inappropriées, inacceptables ou irrégulières ne peuvent être admises. Ces offres seront éliminées sans être classées.

- **Une offre inappropriée** est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.
- **Une offre inacceptable** est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.
- **Une offre irrégulière** est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Il est expressément prévu que les conditions générales de vente du soumissionnaire ou tout autre document similaire édité ou habituellement utilisé par le soumissionnaire ainsi que les conditions générales ou particulières éventuellement annexées à son offre technique et financière ne sont pas applicables à la présente consultation.

13.2 – Critères de sélection des offres

Le marché sera attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères, retenus pour le jugement des offres, pondérés de la manière suivante :

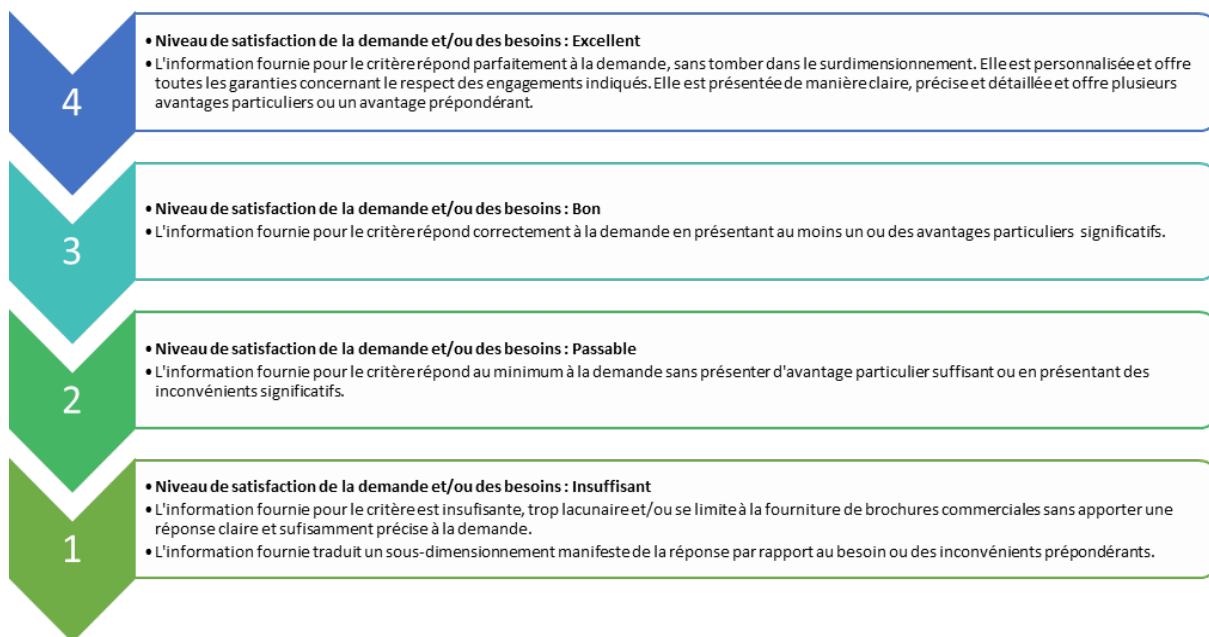
Critère	Pondération	Sous-critère	Pondération
Nombre total fourni de Type de données en plus des deux Types minimum requis dont le Type 1 obligatoire	20 %		
Respect des principes DINAMIS	30 %	Licence d'utilisation applicable	50 %
		Liste des catégories d'Utilisateurs Autorisés dont au minimum la catégorie 1 obligatoire	50 %
Grille de conversion en crédit	30 %		
Grille d'Achat en euros pour les Utilisateurs Autorisés	10 %		
Engagement technique du candidat : détail du cadre d'opération, du workflow de livraison, du bilan de suivi des crédits, etc.	10 %		

Les critères « Nombre fourni de Type de données », « Respect des principes DINAMIS » et « Engagement technique du candidat » sont appréciés au regard du mémoire technique du candidat.

Les critères « Grille de conversion en crédit » et « Grille d'Achat en euros pour les Utilisateurs Autorisés » sont appréciés au regard des grilles présentées dans le Bordereaux des prix unitaires et sur la base d'un bon de commande fictif.

Méthode d'analyse des offres :

A l'exception du critère relatif à la « Grille de conversion en crédit » et de celui portant sur la « Grille d'Achat en euros pour les Utilisateurs Autorisés », les critères et *a fortiori* les sous-critères, sont jugés sur 4 points. La meilleure valeur obtient la note de 4 et les autres obtiennent une note proportionnelle. Les notes sont attribuées selon le barème suivant :



La note minimale de 2 est exigée sur chaque critère, et ce, avant application du coefficient de raccordement visé ci-dessous.

En dessous de cette note de 2, l'offre est éliminée au motif qu'elle ne présente pas de chance réelle et sérieuse :

- de répondre qualitativement au besoin exprimé ;
- d'être jugée « économiquement la plus avantageuse »

A la note de chaque sous-critère est appliquée la pondération correspondante.

La somme des notes des sous-critères permet alors d'obtenir la note sur 4 du critère et de vérifier l'admissibilité de l'offre.

Afin de donner tout son poids au critère, la note de 4 sera finalement attribuée à l'offre ayant obtenu la meilleure note. Cette réévaluation de la meilleure offre permettra de calculer un coefficient de raccordement (Cr) selon la formule suivante :

$Cr = 4 / \text{Meilleure note attribuée sur le critère entre tous les candidats}$

Toutes les notes du critère des offres concurrentes seront réévaluées dans les mêmes proportions par application du coefficient de raccordement ainsi obtenu.

La nouvelle note obtenue après application du Cr se voit ensuite appliquée la pondération liée au critère analysé et devient alors la note pondérée du critère.

Seules seront comparées les offres ayant reçues, avant application du coefficient de raccordement, la note minimale de 2/4 pour tous les critères de l'offre. Toute note inférieure est automatiquement éliminatoire.

La formule de calcul de la note « Grille de conversion » (GC) est la suivante :

$$GC = 4 \times \frac{(1 + \text{montant de l'offre la moins-disante})}{(1 + \text{montant de l'offre analysée})}$$

La formule de calcul de la note « Grille d'Achat » (GA) est la suivante :

$$GA = 4 \times \frac{(1 + \text{montant de l'offre la moins-disante})}{(1 + \text{montant de l'offre analysée})}$$

Note totale (Nt) : Elle sera calculée par application de la formule suivante aux notes pondérées :

Nt = somme des notes de chaque critère, obtenues selon la méthodologie précédemment décrite.

ARTICLE 14 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir des renseignements complémentaires qui seraient nécessaires à la préparation de leur candidature, les soumissionnaires doivent s'adresser en temps utile à INRAE et au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis, de telle sorte que l'institut puisse répondre, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise de plis sur le profil d'acheteur de INRAE (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

ARTICLE 15 – PROCÉDURE DE RECOURS

15.1 – Droit applicable et juridiction compétente

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

Toutes les contestations se rapportant au présent marché et qui ne peuvent être réglées amiable entre les deux parties sont soumises au Tribunal Administratif de Montpellier.

Tribunal Administratif de Montpellier
6, Rue Pitot,
34000 Montpellier
Tél : (+33) 4 67 54 81 00 – Fax (+33) 4 67 54 74 10
E-mail : greffe.ta-montpellier@juradm.fr
SIRET : 17340005200010

15.2 – Voies et délais de recours

Le délai d'introduction des recours contentieux est de deux (2) mois à compter de la réception du courrier de rejet de l'offre pour la contester par la voie du recours pour excès de pouvoir ou du recours de plein contentieux.

Le délai minimum de suspension de la procédure avant notification du marché que INRAE applique en vertu de l'article R 2182-1 du CCP est de onze (11) jours à compter de l'envoi de la notification de(s) lettre(s) de rejet par voie électronique.